



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

IUT

Question écrite n° 39525

Texte de la question

M. Yvan Lachaud alerte Mme la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche sur l'application de la loi LRU qui, dans sa forme actuelle et sans les aménagements indispensables, menace l'existence même, à court terme, des IUT. en effet, la réforme actuelle va entraîner pour les IUT une perte d'autonomie dans la gestion des budgets et des ressources attribuées, qui seront dorénavant contrôlés librement par l'université. Sans ce fléchage des moyens financiers, humains et matériels, l'application des programmes pédagogiques nationaux ne pourra être garantie et le caractère national du diplôme risque de ne plus être assuré. S'il est nécessaire de moderniser l'université française, il est nécessaire de tenir compte des enjeux sur le terrain. Aussi est-il nécessaire qu'un décret, plutôt qu'une charte sans valeur juridique, garantisse la situation des IUT. Il souhaite savoir quelle réponse le Gouvernement entend donner à cette inquiétude.

Texte de la réponse

En application de la loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, nos universités deviennent autonomes. Elles disposent désormais d'un budget global, et leurs crédits ne seront plus fléchés. La mise en oeuvre de cette loi valorise la spécificité et la réussite des instituts universitaires de technologie (IUT), piliers de notre système d'enseignement supérieur. Ils tireront parti du nouveau système d'allocation des moyens aux universités. Le nouveau modèle de répartition des moyens, qui est entré en vigueur le 1er janvier 2009, tient compte du coût plus élevé de la formation dispensée aux étudiants inscrits en DUT. Pour 1 euro de dotation à un étudiant à l'université, une dotation jusqu'à 2,80 euros sera réservée à un étudiant en IUT. Ce nouveau système attribue 20 % des crédits en fonction des performances des établissements, dont l'insertion professionnelle, au lieu de 3 % jusqu'à présent. Les IUT fondent leur réussite sur une très bonne insertion de leurs étudiants, ils sauront en tirer parti dans leur négociation avec les présidents d'université. L'État est le garant du bon fonctionnement du nouveau système. Les universités, qui voient leur budget augmenter de 15 % en moyenne, s'engagent à ce que les budgets des IUT ne baissent pas. Les universités sont encouragées à conclure avec leurs IUT des contrats internes d'objectif et de moyens comme certaines l'ont déjà décidé. Pour garantir de bonnes conditions de mise en oeuvre de l'autonomie avec les IUT, un comité de suivi quadripartite vient d'être créé. Les présidents d'université, d'IUT, les directeurs d'IUT et le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche y trouveront un espace de dialogue privilégié. Une charte de bonne conduite a été rédigée et transmise à tous les présidents d'université et recteurs d'académie. Ces nouvelles dispositions conforteront la place des IUT dans un système d'enseignement supérieur rénové et qui bénéficie de moyens substantiels.

Données clés

Auteur : [M. Yvan Lachaud](#)

Circonscription : Gard (1^{re} circonscription) - Nouveau Centre

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 39525

Rubrique : Enseignement technique et professionnel

Ministère interrogé : Enseignement supérieur et recherche

Ministère attributaire : Enseignement supérieur et recherche

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 13 janvier 2009, page 196

Réponse publiée le : 24 février 2009, page 1821